



- seul le texte prononcé fait foi -

27^{ième} session du Conseil des droits de l'homme

Point 10 de l'ordre du jour

**Dialogue interactif avec l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme
en République centrafricaine (24.9.2014)**

**Intervention de S.E.M. Jean-Marc HOSCHEIT, Représentant permanent du
Luxembourg**

Monsieur le Président,

Le Luxembourg s'associe pleinement à la déclaration prononcée par l'Union européenne.

Ma délégation salue Mme Keita Bocoum pour la qualité du travail accompli, ainsi que pour sa présentation.

Le Luxembourg demeure profondément préoccupé par **les sérieuses violations des droits de l'homme et les violations du droit international humanitaire** qui continuent d'être commises – et cela en toute impunité - en RCA, et plus particulièrement dans certaines régions du pays. Alors qu'on peut constater certaines améliorations réelles, mais encore fragiles, notamment à Bangui, mon pays condamne fermement les attaques délibérées contre les civils en raison de leur origine ou leur religion, les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées, la torture, les viols et autres formes de violence sexuelle tout comme le recrutement et en particulier, l'utilisation d'enfants par les groupes armés.

L'**impunité** doit être combattue et les responsables de ces exactions doivent savoir qu'ils devront rendre compte de leurs actes devant la justice et nous soutenons pleinement l'action de la Procureure de la CPI à cet égard.

Il est également impérieux de contribuer à l'amélioration de la **situation humanitaire**. A ce titre, nous appelons toutes les parties prenantes à assurer un accès immédiat, sûr et sans entrave des acteurs humanitaires.

Ma délégation se félicite du **transfert d'autorité de la MISCA à la MINUSCA** qui a eu lieu le 15 septembre dernier. Le déploiement de l'opération de maintien de la paix onusienne doit être accompagné d'un engagement politique fort de tous les acteurs nationaux. Il est indispensable que les autorités centrafricaines rétablissent, de manière prioritaire, l'Etat de droit, l'ordre constitutionnel et la sécurité publique dans l'ensemble du pays, afin d'assurer la

protection des civils. Les actions de DDR et de réforme du secteur de sécurité (RSS) doivent être poursuivies et renforcées.

Le Luxembourg demeure convaincu de la nécessité pour la communauté internationale de rester fortement mobilisée en faveur d'une sortie de crise durable de la RCA.

En conclusion, je peux vous assurer que le Luxembourg continuera à suivre de près les développements en Centrafrique et poursuivra ses efforts en vue de **répondre à la crise humanitaire en RCA**, y compris en ce qui concerne les nombreux réfugiés et personnes déplacées. A ce titre, le Luxembourg a consacré à ce jour 2.500.000 euros à des projets humanitaires en RCA et dans la région.

Nos meilleurs vœux accompagnent la Centrafrique sur la voie de la sécurité, de la stabilité et du rétablissement politique, social et économique.

Je vous remercie.